



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article7955>

Le Canada complice des crimes commis en Ukraine

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 44.2014 - Journal des Alternatives. Vol.5, No.11 décembre 2014 -



Que se passe-t-il vraiment en Ukraine ? Pourquoi ce pays dont on n'entendait jamais parler est devenu subitement le centre des grands débats, le prétexte des sanctions contre la Russie et le foyer d'une guerre civile qui a déjà fait plus de 4000 morts et de 9000 blessés ? Le Président, légitimement élu, a été chassé du pouvoir par une révolution couleur menée par des groupes nazis, largement soutenus financièrement et militairement par Washington et les pays de l'OTAN.

On se souviendra de cette conversation téléphonique entre l'ambassadeur des États-Unis en Ukraine et l'assistante du secrétaire d'État en poste à Washington. Une conversation qui a fait scandale à l'époque puisqu'elle mettait au vu et au su de tous l'interventionnisme étasunien en Ukraine pour y placer ses marionnettes à la tête de l'État. L'idée sous-jacente est de faire de l'Ukraine une base militaire stratégique à la porte de la frontière russe.

Le Canada, comme un bon petit caniche tenu en laisse par Washington, fait partie de l'opération et y apporte, en dépit de la crise financière, sa contribution monétaire et militaire. Qu'il y ait des massacres auprès des populations d'origine et de culture russe dans le sud-est de l'Ukraine, ça ne le dérange pas.

Il y a quelques temps, l'ONU se disait préoccupée des attaques contre les russophones de l'est de l'Ukraine.

« L'ONU est vivement préoccupée par les informations provenant de l'est de l'Ukraine sur les persécutions ethniques, a communiqué le porte-parole des Nations Unies Stéphane Dujarric pour commenter l'information d'après laquelle des attaques se multipliaient contre la population russophone à Marioupol et dans d'autres villes contrôlées par les militaires ukrainiens. »

C'est dans ce contexte que le président Poutine a déclaré, le 18 novembre dernier, que la Russie ne laisserait pas Kiev (le gouvernement central mis en place par Washington et l'OTAN) exterminer ses adversaires politiques dans le sud-est de l'Ukraine. Il a signalé que les autorités ukrainiennes refusaient le dialogue politique avec les opposants du sud-est.

« Un coup d'État s'est produit à Kiev. Une bonne partie de la population l'a soutenu. Mais une autre, dans le sud-est, ne l'a pas appuyé, en disant : « Nous ne vous reconnaissons pas ». Et au lieu de commencer le dialogue pour expliquer aux citoyens que les autorités centrales à Kiev n'envisageaient rien de mauvais, mais au contraire allaient proposer diverses variantes de coexistence, de développement de l'État commun, qu'elles étaient prêtes à octroyer des droits, au lieu de cela elles ont commencé à les arrêter la nuit. Après ces arrestations, les gens dans le Sud-est ont pris les armes. Et au lieu de s'arrêter là (les autorités doivent faire preuve de plus de sagesse) et entamer un dialogue, elles ont envoyé l'armée, l'aviation, les blindés, les systèmes de lance-roquettes multiples. Et tout s'est retrouvé dans l'impasse. »

Depuis le printemps dernier, ces combats se poursuivent, laissant derrière eux des centaines de morts et de blessés.

Human Rights Watch a confirmé que les localités du Donbass étaient pilonnées pendant le cessez-le-feu depuis les territoires contrôlés par les structures fortes ukrainiennes. Les ombudsmans ont présenté le rapport approprié le 12 novembre 2014 à Genève.

Ils ont présenté les faits, les dépositions des témoins et les conclusions des experts à Genève. Ils se montrent prêts à les soumettre à l'examen de l'ONU et de toutes les autres institutions internationales concernées. Or, personne ne s'y intéresse. Selon l'expert du département pour les armements d'HRW Mark Khizney, personne ne lui a demandé

ces données. Ce n'est pas le premier rapport dévoilant les crimes de guerre de Kiev contre les civils, souligne le vice-président du Comité international du Conseil de la Fédération auprès du Parlement européen Andrei Klimov.

Des fausses communes ont été découvertes dans l'est de l'Ukraine, lesquelles attestent de l'extermination de civils sans arme.

« Les corps découverts confirment que les victimes étaient torturées : on coupait les membres aux personnes arrêtées, marquait au fer rouge leurs corps de signes différents, dont les symboles nazis. Ces faits exigent l'ouverture d'une enquête internationale. Pourquoi l'Occident, qui aime invoquer les droits de l'homme se fait si silencieux sur ces crimes commis en Ukraine ?

Que fait le Canada devant tous ces faits et crimes ?

[RIANOVOSTI](#) nous apprend que le Canada accorde une aide militaire non létale de 8M EUR (soit 11 millions de dollars canadiens) au gouvernement de Kiev. L'article précise que le Canada a déjà octroyé 55 millions de dollars d'aide à Kiev en envoyant notamment 32 tonnes d'équipements militaires. Kiev a également reçu en crédit canadien 200 millions de dollars pour le financement du budget ukrainien, le 30 septembre dernier. Tout ceci sans parler de nos CF-18 qui se déploient dans la région sous le couvert de l'OTAN.

Le Canada, par sa participation à cette guerre interne en Ukraine ne se fait-il pas complice des crimes commis contre l'humanité par ceux-là mêmes qu'il arme et appuie financièrement ? Est-ce vraiment ce que veulent les Canadiens et les Canadiennes ? Le Canada serait-il devenu un délinquant international par ses politiques interventionnistes et ses contributions militaires et financières à des groupes et gouvernements d'inspiration nazis ? Son vote contre la proposition russe réclamant la non glorification du nazisme nous donne peut-être un début de réponse.